Réunion du Conseil de
l'Eurométropole de Strasbourg
du jeudi 23 avril 2015 à 10 heures
en la salle des Conseils du Centre Administratif

Convoqué par courrier en date du 17 avril 2015

Compte-rendu sommaire

Nathalie LEGUET

Direction des affaires juridiques et des assemblées
Secrétariat des Assemblées

**DÉVELOPPEMENT DURABLE ET GRANDS SERVICES
ENVIRONNEMENTAUX**

1 Avis du conseil de l'Eurométropole sur le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du Rhin.

Il est demandé au Conseil de l'Eurométropole d'approuver :

- la nécessité de réduire les risques des conséquences négatives associées aux inondations, en particulier sur la santé et la vie humaines, l'environnement, le patrimoine culturel, l'activité économique et les infrastructures, comme le vise la directive Européenne 2007/60/CE ;
- le principe de contribuer à ce titre, dans le cadre de sa compétence et des moyens disponibles, au travail nécessaire pour atteindre cet objectif ;
- le principe de la création d'un établissement public d'aménagement et de gestion des eaux sur le bassin de la Bruche tel que prévu par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, notamment dans une logique de solidarité et de cohérence entre l'amont-aval et avec l'objectif d'un bénéfice partagé pour tous les territoires concernés,
- le principe de coordonner la stratégie locale de gestion des risques d'inondation aux côtés de l'Etat, dans le respect des compétences de chacune des collectivités concernées,

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté urbaine du 6 juin 2014 et eu égard aux objectifs élevés et aux responsabilités fortes en matière de prévention des inondations qu'impliquent la mise en œuvre de la Directive Inondation et l'entrée en vigueur de la nouvelle compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations pour les communes et les métropoles.

Il est également demandé au Conseil de rappeler :

- la réserve émise par ladite délibération, selon laquelle il convient que soient pris en compte par l'État les moyens financiers et les délais importants qui seraient nécessaires pour prendre en compte les risques d'inondation, notamment dans la fixation des objectifs du futur Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du Bassin du Rhin et de la future Stratégie locale,
- sa demande que le futur plan de gestion des risques d'inondation pour le Bassin du Rhin et la future Stratégie locale de gestion des risques d'inondation soient élaborés dans un souci de pragmatisme et d'efficacité et que la première phase de 6 ans du PGRI doit être consacrée principalement aux diagnostics et études préalables et à

l'identification des impacts financiers des stratégies qui seraient arrêtées,

- la spécificité du territoire de l'agglomération de Strasbourg, à la confluence de trois cours d'eau, la Bruche, l'Ill et le Rhin, marqué par des aménagements hydrauliques nombreux au cours de l'histoire, des rectifications de cours d'eau et la canalisation du Rhin, la création de polders et d'ouvrages, ces derniers dédiés à l'exploitation de l'énergie hydraulique ou à la protection des biens et des personnes, etc. ; cette spécificité requiert un principe de subsidiarité permettant aux documents d'urbanisme de décliner à l'échelle locale les principes généraux du PGRI.

En outre, il est demandé au Conseil :

- que soient prises en compte les remarques de la délibération placés en annexe et celles incluses dans l'exposé des motifs,
- que les dispositions relatives aux coulées d'eau boueuse et aux zones humides soient maintenues dans le SDAGE dans un souci de clarification générale,
- que soient revues, pour le champ de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, les définitions suivantes : zones urbanisées, centre urbain, zones non urbanisées, zones d'expansion des crues à préserver, notamment. Le SDAGE utilise des concepts similaires et son dispositif prend, de ce fait, mieux en compte le principe de subsidiarité,
- que les aménagements d'équipements de loisirs et de plein air soient pris en compte comme des aménagements possibles car relevant des équipements publics (à l'image du SDAGE en vigueur) ;
- que, eu égard aux moyens à mettre en œuvre et à la complexité des procédures d'élaboration des documents d'urbanisme, le projet de PGRI respecte le principe de progressivité dans la mise en œuvre des principes qu'il porte, tant en matière d'aménagement du territoire qu'en matière de gestion de prévention des risques par la gestion de la ressource en eau, ou en matière de gestion de crise,
- que le projet de PGRI laisse aux autorités en charge de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire une latitude plus grande pour concilier leurs projets territoriaux et les risques d'inondation, sans requérir l'élaboration préalable d'un plan de prévention des risques d'inondation, et notamment pour définir les projets d'intérêt stratégique pour leur territoire au regard des nombreux objectifs qui leurs sont assignés et notamment des risques d'inondation et des alternatives de localisation des projets, sous le contrôle de l'Etat et des personnes publiques associées,
- que le projet de PGRI institue la possibilité pour les documents d'urbanisme (dont les plans locaux d'urbanisme) de prendre en compte les études d'aléas d'inondation les plus récentes pour définir les zonages réglementaires (IAU ou IIAU), notamment

lorsque les secteurs concernés sont réglementés par un plan d'exposition aux risques (PERI) ou des plans de préventions des risques d'inondation (PPRI) fondés sur des études plus anciennes et rendues obsolètes par lesdites études d'aléas.

- qu'une distinction soit opérée entre digues résistantes et digues non résistantes à l'aléa de référence, pour la définition du caractère inondable et des bandes inconstructibles en arrière des digues et pour la modulation du principe d'inconstructibilité des zones inondables non urbanisées.
- que soit clarifiée la règle définissant le calcul de la bande de sécurité à appliquer en arrière de digue afin de protéger les constructions de l'effet de chasse en cas d'une éventuelle rupture. En tout état de cause, l'application de cette marge de recul inconstructible devrait débiter dès lors que la hauteur d'eau retenue est supérieure à 1 mètre. Il est demandé que soit reprise la disposition du SDAGE qui prévoit une bande de sécurité de 10 mètres dès lors que la différence entre le niveau du terrain naturel et le niveau de l'eau en crue de référence est inférieure à 1 mètre.

Par conséquent, le Conseil de l'Eurométropole ne peut émettre, un avis favorable sur le projet de PGRI, dès lors que les réserves précédemment émises ne seraient pas levées.

Adopté

2 Raccordement au réseau de chauffage urbain de l'Esplanade de la Maison Universitaire Internationale située sur la presqu'île Malraux : autorisation de sortie du périmètre.

Le Conseil est appelé à approuver la desserte par le réseau de chaleur de l'Esplanade, hors le périmètre défini dans la convention de délégation de distribution d'énergie calorifique du réseau de chaleur de l'Esplanade du 17 novembre 1998, de la Maison Universitaire Internationale située sur la presqu'île Malraux à Strasbourg.

Il est également demandé au Conseil d'autoriser :

- la Société Nouvelle d'Exploitation Thermique de l'Esplanade à raccorder dans les conditions générales d'exploitation prévues par la convention du 17 novembre 1998, la Maison Universitaire Internationale située sur la presqu'île Malraux à Strasbourg,
- le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la délibération.

Adopté

3 Réseau de chaleur de l'Esplanade : fourniture de chaleur d'une centrale de cogénération biomasse dans le cadre de l'appel à projets pour la réalisation d'installation de production d'électricité par biomasse.

Le Conseil est appelé à approuver :

- le préfinancement par l'Eurométropole de Strasbourg de la conduite d'extension de réseau, reliant la centrale biomasse et la chaufferie de l'Esplanade, qui sera réalisée sous sa maîtrise d'ouvrage, pour un montant estimé à 5,9 M€ H.T.,
- le lancement des études de maîtrise d'œuvre et d'un marché de travaux pour la réalisation de la conduite reliant la centrale de cogénération biomasse à la chaufferie de l'Esplanade pour un montant de 5,9 M€ HT,
- le versement à la collectivité par les délégataires présent et futurs, de la délégation de l'Esplanade, d'une redevance annuelle de 401 605,17 €HT pendant 20 ans puis 119 419,15 € HT pendant les 10 années suivantes en valeur fixe correspondant à l'amortissement de l'investissement d'extension de réseau sur une durée respectivement de 20 ans et 30 ans pour un montant de 5,9 M€ H.T.,
- le versement au Port autonome de Strasbourg par les délégataires présent et futurs, de la délégation de l'Esplanade, d'une redevance annuelle relative à l'occupation du domaine de 13 400,50 €HT pendant 20 ans à compter de la mise en service de la centrale de cogénération biomasse (date valeur janvier 2015),
- la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg d'enlèvement de chaleur à la centrale de cogénération biomasse sur une durée de 20 ans à compter de la mise en service de la centrale de cogénération biomasse et sa transcription dans le contrat de DSP présent et futur du réseau de chaleur de l'Esplanade.

Il est également demandé au Conseil d'approuver les termes de :

- la convention tripartite de fourniture de chaleur, entre la société SETE (délégataire du réseau de chaleur de l'Esplanade, le preneur de chaleur), la société Strasbourg Biomasse (constructeur, exploitant de la centrale de cogénération au bois, fournisseur de la chaleur) et l'Eurométropole de Strasbourg, et ses annexes,
- l'avenant n°4 à la convention de DSP du réseau de chaleur de l'Esplanade, signée entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SETE, et ses annexes,
- le nouveau traité particulier d'interconnexion entre les réseaux de chaleur de l'Esplanade et de l'Elsau, et ses annexes
- la Convention d'Occupation Temporaire pour le cheminement de la conduite reliant la centrale biomasse et la chaufferie de l'Esplanade sur le domaine du Port autonome

de Strasbourg,

- l'accord autonome, entre la société Strasbourg Biomasse et l'Eurométropole de Strasbourg.

En outre, le Conseil est appelé à décider le déclassement des équipements de cogénération gaz, et à autoriser le Président ou son représentant :

- à mettre en concurrence les prestations de maîtrise d'œuvre, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de travaux ainsi que les prestations de coordinations « santé-sécurité » et à signer les marchés y afférents,
- à signer les conventions, l'accord autonome et les avenants relatifs à la fourniture de chaleur de la centrale de cogénération au réseau de l'Esplanade et au réseau de l'Elsau par le biais de l'interconnexion et à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la délibération.

Adopté

4 Réseau de chaleur de l'Elsau : fourniture de chaleur d'une centrale de cogénération biomasse dans le cadre de l'appel à projets pour la réalisation d'installation de production d'électricité par biomasse.

Il est demandé au Conseil d'approuver les termes de :

- l'avenant n°5 à la convention DSP du réseau de chaleur de l'Elsau, signée entre l'Eurométropole de Strasbourg et Strasbourg Energie, et ses annexes,
- le nouveau traité particulier d'interconnexion entre les réseaux de chaleur de l'Esplanade et de l'Elsau, et ses annexes.

Il est également demandé au Conseil de décider le déclassement des équipements de cogénération gaz actuels.

En outre, le Conseil est appelé à autoriser le Président ou son représentant à signer les conventions et avenants relatifs à la fourniture de chaleur issue de la chaleur de la centrale de cogénération biomasse du réseau de l'Esplanade au réseau de l'Elsau par le biais de l'interconnexion et à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la délibération.

Adopté

SERVICES À LA PERSONNE (SPORT, CULTURE, HANDICAP ...) ET ÉQUIPEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS

5 Désignation des représentants de l'Eurométropole de Strasbourg dans les conseils d'administration des établissements publics locaux d'enseignement (collèges et lycées).

Il est demandé au Conseil de désigner les représentants suivants au sein des établissements ci-dessous :

<i>Représentants de l'Eurométropole de Strasbourg dans les collèges et lycées de l'Eurométropole de Strasbourg</i>			
<i>Etablissements COLLEGES</i>	<i>Localisation</i>	<i>Représentants CUS</i>	
		<i>Titulaires</i>	<i>Suppléant-es</i>
<i>Collège Hans ARP</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Jeanne BARSEGHIAN</i>	<i>Paul MEYER</i>
<i>Collège Sophie Germain</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Serge OEHLER</i>	<i>Mine GÜNBAY</i>
<i>Collège de l'Esplanade</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Edith PEIROTÉS</i>	<i>Anne-Pernelle RICHARDOT</i>
<i>Collège Fustel de Coulanges</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Souad EL MAYSOUR</i>	<i>Edith PEIROTÉS</i>
<i>Collège François Truffaut</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Françoise BEY</i>	<i>Mine GÜNBAY</i>
<i>Collège Erasme</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Françoise BEY</i>	<i>Bornia TARALL</i>
<i>Collège Twinger</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Serge OEHLER</i>	<i>Laurence VATON</i>
<i>Collège Kléber</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Alain FONTANEL</i>	<i>Christel KOHLER</i>
<i>Collège Lezay- Marnésia</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Mathieu CAHN</i>	<i>Edith PEIROTÉS</i>
<i>Collège Louis Pasteur</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Paul MEYER</i>	<i>Ada REICHHART</i>
<i>Collège de la Robertsau</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Nicole DREYER</i>	<i>Christel KOHLER</i>
<i>Collège Jean Monnet</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Jean-Baptiste MATHIEU</i>	<i>Camille GANGLOFF</i>
<i>Collège Salignac</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Camille GANGLOFF</i>	<i>Jean-Baptiste MATHIEU</i>
<i>Collège du Stockfeld</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Jean-Baptiste MATHIEU</i>	<i>Camille GANGLOFF</i>

<i>Collège Vauban</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Caroline BARRIERE</i>	<i>Christel KOHLER</i>
<i>Collège Louise Weiss</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Philippe BIES</i>	<i>Camille GANGLOFF</i>
<i>Collège Foch</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Paul MEYER</i>	<i>Marie-Dominique DREYSSE</i>
<i>Collège Lamartine</i>	<i>Bischheim</i>	<i>Christine GUGELMANN</i>	<i>Patrick KOCH</i>
<i>Collège Le Ried</i>	<i>Bischheim</i>	<i>Martine FLORENT</i>	<i>Patrick KOCH</i>
<i>Collège Katia et Maurice Krafft</i>	<i>Eckbolsheim</i>	<i>André LOBSTEIN</i>	<i>Eric AMIET</i>
<i>Collège Sébastien Brant</i>	<i>Eschau</i>	<i>Céleste KREYER</i>	<i>Anne-Catherine WEBER</i>
<i>Collège Jean de la Fontaine</i>	<i>Geispolsheim</i>	<i>Sébastien ZAEGEL</i>	<i>Catherine GRAEF-ECKERT</i>
<i>Collège du Parc</i>	<i>Illkirch</i>	<i>Séverine MAGDELAINÉ</i>	<i>Claude FROEHLÉ</i>
<i>Collège des Roseaux</i>	<i>Illkirch</i>	<i>Séverine MAGDELAINÉ</i>	<i>Claude FROEHLÉ</i>
<i>Collège André Malraux</i>	<i>La Wantzenau</i>	<i>Patrick DEPYL</i>	<i>Bernard EGLES</i>
<i>Collège Galilée</i>	<i>Lingolsheim</i>	<i>André HETZEL</i>	<i>Pia IMBS</i>
<i>Collège Maxime Alexandre</i>	<i>Lingolsheim</i>	<i>Catherine GRAEF-ECKERT</i>	<i>Valérie WACKERMANN</i>
<i>Collège Paul-Emile Victor</i>	<i>Mundolsheim</i>	<i>Béatrice BULOUE</i>	<i>Jean Luc HERZOG</i>
<i>Collège Martin Schongauer</i>	<i>Ostwald</i>	<i>Brigitte LENTZ-KIEHL</i>	<i>Jean-Marie BEUTEL</i>
<i>Collège Leclerc</i>	<i>Schiltigheim</i>	<i>Gérard BOUQUET</i>	<i>Christian DELEAU</i>
<i>Collège Rouget de Lisle</i>	<i>Schiltigheim</i>	<i>Christian DELEAU</i>	<i>Gérard BOUQUET</i>
<i>Collège les Sept Arpents</i>	<i>Souffelweyersheim</i>	<i>Pierre PERRIN</i>	<i>Martine FLORENT</i>
<i>Collège La Pierre Polie</i>	<i>Vendenheim</i>	<i>Pierre SCHWARTZ</i>	<i>Michel LEOPOLD</i>
<u>LYCEES</u>	<i>Localisation</i>	<i>Titulaires</i>	<i>Suppléant-es</i>
<i>Lycée International des Pontonniers</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Ada REICHHART</i>	<i>Jean-Philippe VETTER</i>

<i>Lycée Marie Curie</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Souad EL MAYSOUR</i>	<i>Edith PEIROTES</i>
<i>Lycée Fustel de Coulanges</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Jean-Baptiste GERNET</i>	<i>Chantal CUTAJAR</i>
<i>Lycée Kléber</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Alain FONTANEL</i>	<i>Christel KOHLER</i>
<i>Lycée Louis Pasteur</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Paul MEYER</i>	<i>Eric ELKOUBY</i>
<i>Lycée Jean Monnet</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Philippe BIES</i>	<i>Camille GANGLOFF</i>
<i>Lycée René Cassin</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Jean-Baptiste GERNET</i>	<i>Caroline BARRIERE</i>
<i>Lycée Couffignal</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Mathieu CAHN</i>	<i>Abdelkarim RAMDANE</i>
<i>Lycée Jean Rostand</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Jean-Philippe VETTER</i>	<i>Olivier BITZ</i>
<i>Lycée Jean Geiler de Kaysersberg</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Paul MEYER</i>	<i>Olivier BITZ</i>
<i>CFA Jean Geiler de Kaysersberg</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Paul MEYER</i>	<i>Olivier BITZ</i>
<i>Lycée Oberlin</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Paul MEYER</i>	<i>Olivier BITZ</i>
<i>CFA Oberlin</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Paul MEYER</i>	<i>Olivier BITZ</i>
<i>Lycée Marcel Rudloff</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Françoise BEY</i>	<i>Laurence VATON</i>
<i>Ecole Régionale de Premier Degré</i>	<i>Strasbourg</i>	<i>Françoise BUFFET</i>	<i>Jean-Baptiste MATHIEU</i>
<i>Lycée Hôtelier</i>	<i>Illkirch</i>	<i>Martine CASTELLON</i>	<i>Séverine MAGDELAINE</i>
<i>Lycée Gutenberg</i>	<i>Illkirch</i>	<i>Séverine MAGDELAINE</i>	<i>Martine CASTELLON</i>
<i>Lycée Le Corbusier</i>	<i>Illkirch</i>	<i>Edith ROZANT</i>	<i>Séverine MAGDELAINE</i>
<i>EREA Henri Ebel</i>	<i>Illkirch</i>	<i>Claude FROEHLY</i>	<i>Edith ROZANT</i>
<i>EREA Les Peupliers</i>	<i>Illkirch</i>	<i>Edith ROZANT</i>	<i>Séverine MAGDELAINE</i>
<i>Lycée Marc Bloch</i>	<i>Bischheim</i>	<i>Martine FLORENT</i>	<i>Christine GUGELMANN</i>

<i>Lycée Emile Mathis</i>	<i>Schiltigheim</i>	<i>Danielle DILIGENT</i>	<i>Christian DELEAU</i>
<i>Lycée Aristide Briand</i>	<i>Schiltigheim</i>	<i>Danielle DILIGENT</i>	<i>Christian DELEAU</i>

Adopté

LE PRESIDENT,

ROBERT HERRMANN